

Publication de l'analyse du budget de Cuba

Image not found or type unknown

La Havane, 9 février (RHC) En ces temps difficiles pour l'économie cubaine, tous les analystes ont les yeux rivés sur les possibilités de résoudre les problèmes, d'où la pertinence d'une récente étude sur le budget du pays.

C'est pourquoi le journal numérique Cubadebate a publié dans son édition de vendredi un examen détaillé de cette question d'importance vitale.

Le journal souligne que la réduction du déficit fiscal à Cuba est une question d'une importance vitale pour le développement économique et social du pays, un indicateur qui apparaît lorsque les dépenses du gouvernement dépassent ses recettes, ce qui entraîne une augmentation de la dette publique et une série de répercussions négatives à long terme.

En outre, sa réduction contribuerait également à la stabilité macroéconomique du pays. Un déficit plus faible impliquerait une diminution du besoin de financement par l'émission de dette.

Selon Cubadebate, le ministre des Finances et des Prix, Vladimir Regueiro Ale, a déclaré à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire que contenir et réduire le déficit fiscal sont les défis immédiats pour l'exécution du budget de l'État.

Le budget de l'État 2024 soutient les objectifs et les buts considérés dans le plan pour l'économie, avec la priorité donnée à la satisfaction des services de base de la population et à l'avancement de la reprise de l'activité économique dans les secteurs primaires et stratégiques.

Les recettes nettes sont projetées à 333 316 millions de pesos, ce qui est un minimum et ne finance que 69% des dépenses totales, le secteur étatique représentant 88%, ce qui confirme son rôle fondamental dans l'économie.

Les recettes fiscales provenant des impôts, taxes et contributions représentent 64 % des recettes totales, ce qui témoigne d'une reprise du système fiscal en tant que source essentielle de ressources budgétaires.

Pour ce faire, les niveaux de recettes sont soutenus par la mise en œuvre de mesures fiscales prolongées jusqu'en 2024, impliquant à la fois des entités étatiques et de nouveaux acteurs économiques.

Les contributions provenant des bénéfices des entreprises représentent 22 % des recettes totales, avec une croissance de 15 % (72 756 millions de pesos), ce qui confirme l'importance de la performance des entreprises dans la génération de recettes budgétaires et la nécessité de mettre en œuvre toutes les mesures visant à accroître l'efficacité.

Par ailleurs, les contributions provenant des formes de gestion non étatiques sont projetées à 39,172 milliards de pesos, dont la plupart sont une source de revenus pour les budgets municipaux, avec une croissance projetée de 58% (14,363 milliards de pesos en plus).

Dans la projection budgétaire pour 2024, les budgets locaux font l'objet d'une attention particulière dans le but de favoriser l'autonomie financière des budgets municipaux et provinciaux, souligne le journal.

Dans ce sens, il a été décidé de céder les recettes de la taxe sur les services de télécommunications, qui s'élèvent à environ 2,6 milliards de pesos, a annoncé Regueiro Ale. Il a expliqué que, dans l'ensemble, les budgets locaux prévoient un résultat négatif, s'élevant à 21 209 millions de pesos, s'améliorant par rapport à l'estimation pour 2023 et marquant une tendance à la récupération par rapport aux années fiscales précédentes.

Entre-temps, comme mesures pour parvenir à une croissance fiscale, les autorités envisagent l'application d'impôts spéciaux sur la commercialisation d'un groupe de biens et de services qui ne sont pas essentiels pour la population, sur la base de l'augmentation de leurs prix de vente, y compris les cigarettes et le tabac.

Elles ajoutent la suppression des exonérations fiscales pour les acteurs économiques non étatiques de six mois et d'un an à l'occasion de leur constitution et l'extension de l'application de la taxe sur les ventes à toutes les opérations réalisées par les petites et moyennes entreprises (MPME).

Ils ajoutent l'augmentation des montants à payer pour la taxe sur les transports terrestres. L'actualisation des valeurs de référence des logements pour l'application des taxes liées à l'achat et à la vente de ces biens entre personnes physiques et la réglementation de leur paiement au moment de la formalisation du transfert.

Le message reconnaît le taux de change d'un dollar pour 120 pesos cubains (CUP) pour le calcul des tarifs dans les opérations d'importation en gestion non étatique.

Dans une longue liste de données, le document souligne que le budget de la sécurité sociale couvre 15% des dépenses de l'activité budgétisée. Il augmente de 3,75 milliards de pesos et soutient les prestations de plus de 1 824 000 pensionnés et retraités (l'allocation de maternité est prolongée de 12 à 15 mois).

En outre, le budget de l'État pour 2024 offre une protection par le biais de l'assistance sociale à 186 783 familles et 339 754 bénéficiaires en situation de vulnérabilité, pour lesquels plus de 6 milliards de pesos sont prévus, indique l'article.

Et il conclut, après diverses informations sur le sujet, en expliquant que la mise en œuvre du programme de logement est soutenue par l'allocation d'environ 5,196 milliards de pesos.

Pour le fonds de roulement, 4.690 millions de pesos sont prévus, dont 2 milliards de pesos correspondent aux banques commerciales pour la continuité du développement agricole et le fonds de plantation de canne, et 1.267 millions de pesos pour la récupération de l'activité industrielle de l'industrie du nickel.

Le secteur sucrier recevra 564 millions de pesos et l'agriculture 110 millions de pesos, tandis que 650 millions de pesos iront à l'Union nationale d'électricité et 99 millions de pesos à l'eau et à l'assainissement, conclut l'article (Source:PL).

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/346745-publication-de-lanalyse-du-budget-de-cuba>



Radio Habana Cuba